

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.415/2
DU 11 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Santé publique, le 16 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier, et fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, et la procédure d'enregistrement comme aide-soignant », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT LÉGAL ET FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné abroge, en son article 29, l'arrêté royal du 21 avril 2007 'fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière', tout en en reprenant, en l'adaptant, la réglementation, notamment relativement à la procédure d'agrément visée aux articles 15 et suivants.

Les articles 19 à 22 du projet examiné, qui règlent l'intervention de la Commission d'enregistrement en matière d'enregistrement des aides-soignants, trouvent plus particulièrement leur fondement légal dans l'article 21*septiesdecies*/1, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté n° 78 du 10 novembre 1967 'relatif à l'exercice des professions de soins de santé'.

Cette disposition requiert l'avis du Conseil fédéral de l'art infirmier. Cet avis n'apparaît pas au dossier transmis au Conseil d'État. Il appartient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit par ailleurs être complété de la mention de cet article 21*septiesdecies*/1, § 1^{er}, alinéa 2.

2. Deux nouveaux alinéas doivent être ajoutés, trouvant leur place entre les actuels alinéas 1^{er} et 2 du préambule, qui renvoient respectivement à l'arrêté royal précité du 21 avril 2007 et à l'arrêté royal du 12 janvier 2006 'fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant'¹, dont l'abrogation est envisagée par les articles 29, alinéa 1^{er}, et 30, alinéa 1^{er}, du projet².

3. Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', qu'en principe tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation

¹ Sur l'abrogation de cet arrêté royal, voir l'observation formulée sur l'article 30 du projet.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 29 et 30 et formule F 3-3.

du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il convient de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

Il convient également de compléter le préambule du projet par un alinéa visant son accomplissement, et qui précise si cet examen préalable permet ou non de conclure qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au 3°, les mots « du même arrêté » doivent être remplacés par les mots « de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé ».

2. Au 6°, les mots « , s'il est satisfait... », sont redondants au vu de l'article 21^{quinq}uiesdecies. Ils doivent être omis.

Article 6

La portée du paragraphe 4 n'apparaît pas clairement.

Il ne semble pas que cette disposition ait pour objet d'organiser un aspect de la procédure de demande d'avis du ministre auprès de la Commission d'agrément et de ses différentes sections puisqu'elle concerne les avis, non pas de ces sections, mais du seul collège des coordinateurs de la Commission. Il ne paraît d'ailleurs pas nécessaire de procéder à pareille organisation expresse des demandes d'avis aux sections de la Commission.

Si l'intention consiste à permettre au ministre de demander l'avis du collège des coordinateurs sur les questions transversales faisant l'objet du paragraphe 3, le paragraphe suivant devrait être explicité en ce sens.

Article 11

1. Au 1^o, il n'y a pas lieu de renvoyer à un arrêté royal modificatif, dont la date n'est au surplus pas mentionnée et dont l'intitulé ne paraît pas exact ³, de l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 ⁴ mais à la disposition pertinente de ce dernier arrêté, à savoir, semble-t-il, son article 1^{er}.

2. Au 2^o, le renvoi aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 'portant réglementation générale en matière de frais de parcours' est insuffisant.

Il convient en effet de tenir compte du fait que cet arrêté prévoit des règles qui varient selon le niveau et le rang des fonctionnaires auxquels il s'applique.

Le texte en projet doit donc être complété pour déterminer, aux fins de l'application des règles relatives au remboursement des frais de parcours, à quelles catégories de fonctionnaires sont assimilées les personnes concernées.

Article 16

1. La disposition à l'examen est rédigée en faisant apparaître « l'administration » comme un corps séparé de l'autorité du ministre, en dépit du lien hiérarchique les unissant.

Si le ministre entend organiser les procédures internes à son administration dans le traitement des dossiers, en confiant par exemple à l'administration des tâches spécifiques de mise en œuvre de certains aspects de la procédure, il lui appartient, le cas échéant, de le faire dans des instruments juridiques destinés à celle-ci.

Une observation analogue vaut pour les articles 20, 26, § 2, alinéa 3, et 26, § 2, alinéa 5, du projet.

2. Au paragraphe 2, invitée à préciser ce qu'il advient des demandes considérées incomplètes, la déléguée de la ministre a répondu :

« Les demandes incomplètes font l'objet d'un courrier de l'administration adressé au demandeur lui signifiant que sa demande est incomplète et qui précise le document qui fait défaut. Si l'intéressé répond, le dossier est ensuite soumis à la commission pour avis et suit ensuite le traitement prévu par le projet ».

³ Il s'agit, semble-t-il, de l'arrêté royal du 5 janvier 1960 'modifiant l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la famille' et non de « l'arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et des frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de l'Environnement », comme dans le projet.

⁴ Voir la note précédente.

Cette précision mériterait de figurer dans le dispositif.

3. Le projet devenu l'arrêté royal précité du 21 avril 2007 contenait la disposition suivante :

« L'administration soumet les dossiers complets à la Commission d'agrément, qui contrôle l'exactitude de la demande et les formations suivies. La Commission d'agrément rend sa décision ».

En son avis 41.903/3 donné le 7 juin 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal précité du 21 avril 2007, la section de législation du Conseil d'État a fait l'observation suivante :

« Il se déduit de l'alinéa 1^{er} que la Commission d'agrément donne uniquement un avis au ministre, lequel a un pouvoir discrétionnaire propre. L'alinéa 2 fait toutefois état de 'décisions' de la Commission d'agrément, qui ne concernent sans doute que 'l'exactitude de la demande et les formations suivies'.

La limite entre le rôle décisionnel et le rôle consultatif de la Commission d'agrément doit être précisée sur ce point. Si l'intention est de permettre à la Commission de prendre également une 'décision' sur les autres aspects de la demande, il convient de préciser s'il s'agit d'une décision provisoire que le ministre doit encore reprendre et si ce dernier peut s'en écarter.

Il résulte en tout état de cause de l'article 35^{quater} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 susmentionné que c'est le ministre (ou un agent désigné par lui) qui doit statuer sur l'agrément ».

L'article 16, § 3, du projet examiné appelle la même observation.

4. Invitée à préciser la portée, au même paragraphe 3, des mots « exactitude de la demande », la déléguée de la ministre a répondu :

« Les mots 'exactitude de la demande' visent le fait que la commission contrôle si la demande introduite est exacte c'est-à-dire si, en l'occurrence, elle porte bien sur une demande d'agrément pour un titre professionnel particulier ou une qualification professionnelle particulière, que la personne dispose le cas échéant du niveau de diplôme requis par les conditions d'agrément ainsi que la/les formation(s) suivie(s) ».

Il convient de mieux distinguer le contrôle d'une part, de la recevabilité de la demande et d'autre part, de l'appréciation sur celle-ci, portée par la Commission d'agrément. En tout état de cause, le mot « exactitude » ne permet de rencontrer aucun de ces deux aspects de la compétence exercée par la Commission d'agrément.

5. L'obligation de motivation formelle, prévue à l'article 16, § 6, du projet, résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette obligation ne doit, dès lors, pas être reproduite, à moins de couvrir l'exigence d'une motivation spéciale comme il ressort du paragraphe 5 du même article.

La même observation vaut pour l'article 20, § 6, du projet.

Article 17

Afin de bien marquer que c'est le maintien de l'agrément qui est soumis à condition, le verbe « soient » sera remplacé par « demeurent ».

Article 19

Il ne convient pas, dans un arrêté royal, d'habiliter le Roi à prendre un arrêté réglementaire. Comme en a convenu la déléguée de la ministre, les modalités d'enregistrement sont établies par l'article 2 de l'arrêté royal précité du 12 janvier 2006.

Puisque cet arrêté est partiellement abrogé par l'article 30 du projet, il s'indique, dans un souci de cohérence du dispositif applicable, de rapatrier dans le projet examiné les dispositions encore pertinentes de celui-ci.

Article 23

1. L'article 21*septiesdecies*/1, § 2, de l'arrêté royal n° 78 charge la Commission d'agrément de contrôler « le bon respect des conditions fixées par le Ministre ».

Il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Gouvernement de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

Il n'appartient pas non plus au Gouvernement de déléguer à l'administration une tâche que la loi confie à la Commission d'agrément.

L'article 23, § 1^{er}, du projet doit être omis.

2. Au paragraphe 6, il y a lieu de préciser à qui la Commission d'agrément doit « fourni[r] » le rapport annuel des contrôles effectués.

Si, comme on peut le supposer, le destinataire de ces rapports est le ministre, le texte doit être complété en ce sens.

Articles 25 et 26

L'article 21septiesdecies/1, § 2, de l'arrêté royal n° 78 charge la Commission d'agrément de « proposer au ministre des sanctions lorsque, en cas de contrôle, il est établi que [les conditions fixées par le ministre] ne sont pas remplies ».

Le projet ne prévoit qu'une seule mesure, la suspension « jusqu'à ce que les conditions soient à nouveau remplies ». Ce faisant, le projet n'exécute pas correctement l'habilitation faite au Roi de prévoir « des sanctions ». Il conviendrait d'y ajouter au moins celle du retrait, et ce, d'autant plus que l'on ne peut présumer que, dans chaque cas, les conditions mises à l'agrément pourront à nouveau être satisfaites après que la suspension a été prononcée.

Article 30

Comme en a convenu la déléguée de la ministre, à peine de priver le projet d'arrêté ministériel 'fixant la procédure de demande d'enregistrement comme aide-soignant par voie électronique', qui fait l'objet de l'avis 51.396/2 donné ce jour, de fondement légal lors de l'entrée en vigueur du projet présentement examiné, il convient d'insérer dans celui-ci une disposition similaire à l'article 6, § 2, de l'arrêté du 12 janvier 2006 précité.

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 19, l'arrêté royal précité du 12 janvier 2006 doit être entièrement abrogé.

OBSERVATIONS FINALES RELATIVES À LA SÉCURITÉ JURIDIQUE

1. Dans un texte normatif, l'impératif se marque simplement par l'emploi de l'indicatif⁵. Les articles 13, alinéa 2, et 15, notamment, seront revus en conséquence.
2. Conformément au Code de légistique⁶, les annexes seront numérotées et le dispositif renverra à cette numérotation.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2.

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 172.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseurs de la section de législation,
	J. ENGLEBERT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.415/2
VAN 11 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 16 mei 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Volksgezondheid verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde, en tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, en de registratieprocedure als zorgkundige”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND EN VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In artikel 29 van het thans voorliggende ontwerp wordt het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij beoefenaars van de verpleegkunde ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, opgeheven, maar worden de voorschriften ervan in een aangepaste versie overgenomen, meer bepaald die inzake de procedure tot erkenning waarvan sprake is in de artikelen 15 en volgende.

De artikelen 19 tot 22 van het voorliggende ontwerp, waarin de rol van de Erkenningscommissie geregeld wordt wat betreft de registratie als zorgkundige, ontlenen hun rechtsgrond meer bepaald aan artikel 21*septiesdecies*/1, § 1, tweede lid, van het besluit nr. 78 van 10 november 1967 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

De Federale Raad voor Verpleegkunde dient over die bepaling een advies te geven. Dat advies is niet gevoegd in het dossier dat aan de Raad van State is bezorgd. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Het eerste lid van de aanhef dient voorts te worden aangevuld met de vermelding van dat artikel 21*septiesdecies*/1, § 1, tweede lid.

2. Er moeten twee nieuwe leden worden ingevoegd, namelijk tussen het huidige eerste en tweede lid van de aanhef, waarin respectievelijk verwezen wordt naar het voornoemde koninklijk besluit van 21 april 2007 en het koninklijk besluit van 12 januari 2006 ‘tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige’¹, waarvan de opheffing beoogd wordt in de artikelen 29, eerste lid, en 30, eerste lid, van het ontwerp².

¹In verband met de opheffing van dat koninklijk besluit, zie de opmerking die geformuleerd wordt met betrekking tot artikel 30 van het ontwerp.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30, en formule F 3-3.

3. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vloeit voort dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er moet voor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

De aanhef van het ontwerp dient eveneens aangevuld te worden met een lid waarin verwezen wordt naar de vervulling van het vormvereiste en waarin gepreciseerd wordt of uit dat voorafgaand onderzoek al dan niet kan worden geconcludeerd dat een effectbeoordeling niet vereist is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In 3° moeten de woorden “van hetzelfde besluit” vervangen worden door de woorden “van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen”.

2. In 6° zijn de woorden “indien is voldaan aan...” overbodig in het licht van artikel 21*quinquiesdecies*. Deze moeten vervallen.

Artikel 6

De strekking van paragraaf 4 is niet duidelijk.

Deze bepaling lijkt niet de regeling te beogen van een aspect van de procedure inzake de adviesaanvraag, door de minister, bij de Erkenningscommissie en de onderscheiden afdelingen ervan, aangezien ze uitsluitend betrekking heeft op de adviezen van het college van coördinatoren van de Commissie, en niet van de afdelingen van die Commissie. Het lijkt overigens niet noodzakelijk om te voorzien in zulk een uitdrukkelijke regeling van de adviesaanvragen bij de afdelingen van de Commissie.

Indien het de bedoeling is de minister de mogelijkheid te bieden om het advies te vragen van het college van coördinatoren met betrekking tot de transversale kwesties waarvan sprake is in paragraaf 3, dient de daaropvolgende paragraaf in die zin te worden verduidelijkt.

Artikel 11

1. In 1° behoort niet te worden verwezen naar een koninklijk besluit van 5 januari 1960 ‘tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 juli 1946’³, waarvan in de Franse lezing van het ontwerp de datum overigens niet wordt vermeld en waarvan het opschrift niet correct lijkt te zijn⁴. Er dient eerder verwezen te worden naar de relevante bepaling van het besluit van 15 juli 1946, namelijk naar het zich laat aanzien artikel 1 ervan.

2. In 2° is de verwijzing naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 ‘houdende algemene regeling inzake reiskosten’ onvoldoende.

Er behoort immers rekening te worden gehouden met het feit dat dat besluit regels bevat die verschillen naar gelang van het niveau en de rang van de ambtenaren op wie het van toepassing is.

De ontworpen tekst moet derhalve worden aangevuld teneinde te bepalen, met het oog op de toepassing van de regels inzake de terugbetaling van de reiskosten, met welke categorieën ambtenaren de desbetreffende personen gelijkgesteld worden.

Artikel 16

1. De thans voorliggende bepaling is aldus gesteld dat “de administratie” wordt voorgesteld als een instantie die los staat van het gezag van de minister, niettegenstaande het hiërarchisch verband dat tussen beide instanties bestaat.

Indien de minister de interne procedures binnen zijn administratie bij de behandeling van de dossiers beoogt te regelen, door bijvoorbeeld aan de administratie specifieke taken toe te vertrouwen inzake de toepassing van bepaalde aspecten van de

³ Zie de volgende voetnoot.

⁴ Het lijkt te gaan om het koninklijk besluit van 5 januari 1960 ‘tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin afhangen’, en niet om “het koninklijk besluit (...) tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste Commissies die van het departement van Volksgezondheid en van Leefmilieu afhangen”, zoals bepaald wordt in het ontwerp.

procedure, dient hij dit, in voorkomend geval te doen aan de hand van daarvoor bedoelde juridische instrumenten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 20, 26, § 2, derde lid, en 26, § 2, vijfde lid, van het ontwerp.

2. Met betrekking tot paragraaf 2 heeft de gemachtigde van de minister, toen haar gevraagd is te verduidelijken wat gedaan wordt met aanvragen die als onvolledig worden beschouwd, het volgende geantwoord:

« Les demandes incomplètes font l'objet d'un courrier de l'administration adressé au demandeur lui signifiant que sa demande est incomplète et qui précise le document qui fait défaut. Si l'intéressé répond, le dossier est ensuite soumis à la commission pour avis et suit ensuite le traitement prévu par le projet ».

Het verdient aanbeveling om deze precisering op te nemen in het dispositief.

3. In het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het voornoemde koninklijk besluit van 21 april 2007 was de volgende bepaling vervat:

“De administratie legt de volledige dossiers voor aan de Erkenningscommissie, die de juistheid van de aanvraag en de gevolgde opleidingen controleert. De Erkenningscommissie beslist hierover”.

In het advies 41.903/3, gegeven op 7 juni 2007 over het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het voornoemde koninklijk besluit van 21 april 2007, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State de volgende opmerking geformuleerd:

“Uit het eerste lid kan worden opgemaakt dat de Erkenningscommissie slechts een advies geeft aan de minister, die een eigen beslissingsbevoegdheid heeft. In het tweede lid is evenwel sprake van ‘beslissingen’ van de Erkenningscommissie, die wellicht enkel betrekking hebben op de ‘juistheid van de aanvraag en de gevolgde opleidingen’.

De afbakening tussen de beslissende en de adviserende rol van de Erkenningscommissie moet op dit punt worden verduidelijkt. Indien het de bedoeling is dat de Erkenningscommissie ook een “beslissing” neemt over de overige aspecten van de aanvraag, moet worden gepreciseerd of dit een voorlopige beslissing is die nog moet worden overgenomen door de minister en of de minister er van mag afwijken.

Uit artikel 35^{quater} van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 blijkt alleszins dat de minister (of een door hem aangewezen ambtenaar) moet beslissen over de erkenning”.

Met betrekking tot artikel 16, § 3, van het voorliggende ontwerp dient dezelfde opmerking te worden geformuleerd.

4. Op de vraag om in diezelfde paragraaf 3 de strekking toe te lichten van de woorden “juistheid van de aanvraag”, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« Les mots ‘exactitude de la demande’ visent le fait que la commission contrôle si la demande introduite est exacte c’est-à-dire si, en l’occurrence, elle porte bien sur une demande d’agrément pour un titre professionnel particulier ou une qualification professionnelle particulière, que la personne dispose le cas échéant du niveau de diplôme requis par les conditions d’agrément ainsi que la/les formation(s) suivie(s) ».

Er behoort een duidelijker onderscheid gemaakt te worden tussen enerzijds de controle van de ontvankelijkheid van de aanvraag, en anderzijds de controle van de beoordeling ervan door de Erkenningscommissie. Het woord “juistheid” voldoet hoe dan ook niet om dit of gene van de twee voornoemde aspecten van de door de Erkenningscommissie uitgeoefende bevoegdheid te omvatten.

5. De verplichting tot uitdrukkelijke motivering bedoeld in artikel 16, § 6, van het ontwerp vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Die verplichting behoort derhalve niet te worden herhaald, tenzij deze doelt op het vereiste van een bijzondere motivering, zoals blijkt uit paragraaf 5 van hetzelfde artikel.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20, § 6, van het ontwerp.

Artikel 17

Teneinde duidelijk aan te geven dat het behoud van de erkenning onderworpen is aan voorwaarden, dienen de woorden “worden nageleefd” vervangen te worden door de woorden “blijven nageleefd”.

Artikel 19

Het is niet aangewezen om in een koninklijk besluit de Koning te machtigen om een regelgevend besluit uit te vaardigen. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de nadere regels voor de registratie vastgesteld zijn in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 12 januari 2006.

Aangezien dat besluit gedeeltelijk opgeheven wordt door artikel 30 van het ontwerp, is het aangewezen om met het oog op de samenhang van het toepasselijke

dispositief, in het voorliggende ontwerp de nog van kracht zijnde bepalingen ervan te bundelen.

Artikel 23

1. Artikel 21 *septiesdecies*/1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 78 belast de Erkenningscommissie met de controle van “de naleving van de door de minister (...) vastgestelde voorwaarden”.

Het komt de regering niet toe om in een regelgevend besluit een regel over te nemen die reeds is opgenomen in een bepaling van wetgevende aard. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de regering toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toebehoort.

Het staat overigens ook niet aan de regering om aan de administratie een opdracht toe te vertrouwen die de wet reeds aan de Erkenningscommissie heeft toevertrouwd.

Artikel 23, § 1, van het ontwerp dient te vervallen.

2. In paragraaf 6 moet worden verduidelijkt aan wie de Erkenningscommissie het jaarlijks verslag omtrent de uitgevoerde controles moet bezorgen.

Indien die verslagen bestemd zijn voor de minister, zoals kan worden verondersteld, dient de tekst in die zin te worden aangevuld.

Artikelen 25 en 26

Artikel 21*septiesdecies*/1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 78 belast de Erkenningscommissie ermee “om de minister sancties voor te stellen wanneer bij controle blijkt dat er aan die [door de minister vastgestelde] voorwaarden niet is voldaan”.

In het ontwerp wordt slechts in één maatregel voorzien, namelijk de schorsing “totdat de voorwaarden opnieuw vervuld zijn”. Aldus voert het ontwerp de aan de Koning opgedragen bevoegdheid om “sancties” voor te stellen, niet correct uit. Er behoort op zijn minst ook te worden voorzien in de sanctie van intrekking, te meer daar er niet kan worden van uitgegaan dat in elk geval opnieuw voldaan wordt aan de voorwaarden voor een erkenning nadat er een schorsing is uitgesproken.

Artikel 30

De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd dat teneinde te voorkomen dat het ontwerp van ministerieel besluit ‘bepalende de procedure tot aanvraag van registratie als zorgkundige via elektronische weg’, waarover heden advies 51.396/2 gegeven is, geen rechtsgrond bezit bij de inwerkingtreding van het thans voorliggende ontwerp, in dit ontwerp een bepaling moet worden ingevoegd in de zin van artikel 6, § 2, van het voornoemde besluit van 12 januari 2006.

Gelet op de opmerking die geformuleerd is onder artikel 19, moet het voornoemde koninklijk besluit van 12 januari 2006 volledig opgeheven worden.

SLOTOPMERKINGEN BETREFFENDE DE RECHTSZEKERHEID

1. In een regelgevende tekst wordt een verplichting weergegeven door het gebruik van de tegenwoordige tijd⁵. Inzonderheid de artikelen 13, tweede lid, en 15 dienen in die zin te worden herzien.
2. Overeenkomstig de regels inzake wetgevingstechniek⁶ dienen de bijlagen genummerd te worden en dient deze nummering in het dispositief overgenomen te worden.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 172.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	J. ENGLEBERT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS